

EDITORIAL

Parce que nous avons à cœur

J.-M. VINCENT

Chaque heure qui passe voit le nombre des grévistes augmenter. Plus de la moitié des salariés de France occupent en ce moment leurs lieux de travail et manifestent leur volonté de mettre fin à un régime d'exploitation qui leur dénie tout droit à l'auto-détermination collective dans le travail et dans la vie quotidienne. Il s'agit du mouvement le plus important qu'ait connu notre pays depuis très longtemps tant par son ampleur que par sa profondeur.

Son contenu anti-capitaliste est évident comme en témoignent les drapeaux rouges qui flottent sur les usines et comme en témoignent les revendications portant sur le pouvoir dans les entreprises. Cet immense mouvement qui n'a pas encore atteint son apogée est pourtant menacé d'enlèvement. S'il n'affirme pas clairement ses objectifs, s'il ne lutte pas résolument pour abattre le régime gaulliste, s'il ne se présente pas comme candidat au pouvoir.

L'orienter vers des négociations avec le gouvernement en place sur des revendications matérielles ou syndicales limitées, lui proposer à l'instar du P.C.F. comme seule perspective des élections générales et à trouver la formation hypothétique d'un gouvernement d'union démocratique, c'est le mener à la démobilisation face à des classes dominantes qui n'attendent que le moment de passer à la contre-offensive. Il faut prendre conscience que les concessions matérielles que pourront accorder le gouvernement et le patronat dans le cadre de nouveaux « accords Matignon » seront en effet peu à peu grignotées, s'il n'y a pas de bouleversement fondamental des rapports de force entre les classes si le front des ouvriers, des paysans et des étudiants n'établit pas ses propres organes de pouvoir et ne se prépare pas à faire de ces organes l'ossature d'un nouveau type d'Etat.

C'est pourquoi sont particulièrement graves les attaques lancées par le secrétaire général de la C.G.T., Georges Seguy contre l'U.N.E.F. et l'ensemble du mouvement étudiant. Elles ne peuvent avoir pour effet que de creuser un fossé entre étudiants et ouvriers, alors que leur union est nécessaire dans le combat présent et à venir. Est-il besoin de dire que jamais au grand jamais un dirigeant de l'U.N.E.F. n'a manifesté la moindre

intention de donner des leçons à la classe ouvrière. Les étudiants, il est vrai, ont un esprit critique qui n'épargne pas les organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Mais qui peut nier aujourd'hui qu'ils ont déclenché un mouvement qui a secoué toute la société française et ébranlé le régime gaulliste jusque dans ses tréfonds.



Ceux qui ont toujours le cri d'unité à la bouche, devraient enfin comprendre qu'on ne peut pas faire l'unité de tous ceux qui rejettent le capitalisme en cherchant à imposer, bureaucratiquement des mots d'ordre qui ne correspondent ni à l'expérience, ni aux aspirations des couches qu'on prétend entraîner dans la lutte. Avoir sans cesse le mot « provocation » à la bouche n'est pas une preuve de maturité politique, mais au contraire une réaction de crainte et de conservation devant tout ce qui dérange les vieilles habitudes.

Aujourd'hui tous ceux qui ont à cœur de voir réussir le mouvement des ouvriers des paysans, des étudiants doivent tout faire pour balayer ce genre d'attaque aussi négative que démoralisatrice. Il n'est en effet pas possible de lui donner cohésion et puissance, si les objectifs politiques mettant en cause les fondements de notre société, ne sont pas discutés librement et adoptés démocratiquement. Le P.S.U. qui a déjà appelé à la formation de comités d'action populaire, afin que le mouvement se structure, fera tous les efforts pour qu'à travers cette affirmation populaire l'unité se réalise dans le combat entre ouvriers, paysans et étudiants.

Communiqué C.F.D.T. - P.S.U.

Une délégation du Bureau National du PSU a rencontré le Mercredi 22 Mai 1968, une délégation du Bureau Confédéral de la CFDT.

L'entretien a permis de constater une complète identité de vues entre les deux organisations sur le sens profond du mouvement actuel qui est une mise en cause du pouvoir tant dans les entreprises et l'économie que dans l'Université.

Elles ont confronté leurs intentions sur les moyens d'imposer les revendications de pouvoir dans toute solution à la crise actuelle.

Bureau Confédéral de la CFDT
Bureau National du P. S. U.

Déclaration de Pierre Mendès- France

En refusant constamment et depuis dix ans de discuter aussi bien avec les représentants des ouvriers, des étudiants, des paysans qu'avec les élus du peuple, en se réservant (et avec quel mépris de l'opinion) le monopole de toutes les décisions, le pouvoir a créé une situation révolutionnaire. Il ne peut plus maintenant ni recourir à la force sans déclencher un processus tragique ni entamer un dialogue utile avec les masses qui s'élèvent contre sa politique.

Il ne peut plus rendre qu'un service au pays : se retirer pour que soient enfin mise en route, dans un climat de confiance, les transformations qui renouvelleront les conditions de la vie économique, sociale et politique.

Car ces transformations sont enfin devenues possibles, et, quoiqu'il arrive, ce sera le mérite des étudiants et des jeunes travailleurs venus se joindre

à eux, de les avoir rendues possibles, d'avoir réveillé la nation. La crise présente n'est pas seulement politique : elle met en cause tout un régime de vie, la contestation ne porte pas seulement sur des hommes ou des institutions. Elle exprime la volonté de millions de Français de ne plus être considérés comme des sujets dans une société dure, inhumaine et conservatrice des privilèges, mais de jouer pleinement leur rôle dans une société qui soit la leur.

Participation directe des étudiants à toutes les décisions qui les concernent, autonomie des universités, droits syndicaux comportant la reconnaissance du rôle des organisations ouvrières dans les entreprises c'est au fond le même problème : celui de la dignité et de la souveraineté de l'homme qui travaille et qui produit.

Un autre problème également commun aux ouvriers, aux étudiants, aux fils de paysans, c'est celui du sous-emploi — et on en connaît aujourd'hui l'ampleur et la gravité.

Dans tous ces domaines, le régime actuel, pour ne pas porter atteinte aux structures qu'il veut défendre, a refusé la parole aux nouvelles générations. Or, lorsqu'un conflit global et durable se développe entre un Etat et les forces du renouveau, c'est toujours l'Etat qui a tort.

Ceux qui prétendent parler en son nom ont voulu nier la représentativité des organisations et des mouvements qui s'opposaient à eux. Mais en vérité, c'est le pouvoir qui n'est pas représentatif. Et sa politique n'a jamais traduit les aspirations de la nation et les besoins de son avenir.

S'il avait assuré à la classe ouvrière un emploi soutenu et d'autres conditions de vie, s'il avait organisé la démocratie dans l'entreprise et dans l'université, s'il avait ouvert à la jeunesse des perspectives heureuses, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Il ne l'a pas fait et il ne le fera pas.

Qu'il laisse donc la place à des hommes qui le feront et qui rendront l'espoir.